

des fourmis



« I HAVE A DREAM... »

LES VRAIS CASSEURS SONT À L'ÉLYSÉE!

Contre la colère légitime des classes populaires victimes de ses politiques de casses sociales, Macron et son monde n'a qu'une seule réponse. Continuer coûte que coûte, et réprimer par la force et une violence inégalée depuis des décennies. Et mater toute possibilité de contestation par une nouvelle loi liberticide : la loi dite « anti-casseurs-euses ».

On a fait un rêve, que cette loi s'applique aux vrais casseurs-euses. On vous en fait part.

LE CARTEL DE L'ÉLYSÉE HORS D'ÉTAT DE NUIRE

Dans la nuit de mardi dernier, c'est un gros coup qui a été porté au grand banditisme antisocial. La quasi-totalité du cartel de l'Élysée, dit la Bande à Macron, a été arrêtée et mise hors d'état de nuire.

Cette arrestation a eu lieu à la sortie de leur regroupement hebdomadaire, appelé dans le milieu de la pègre « *le conseil des sinistres (à venir)* ».

Les chefs d'inculpations sont lourds et les peines encourus devraient être exemplaires. En effet, la justice sociale leur reproche d'avoir fomenté depuis de longues années le casse du système de la protection sociale et des services publics, ainsi que le détournement des richesses à leur profit.

C'est la loi révolutionnaire, dites loi « anti-casseurs de progrès social » qui a permis ce coup de filet sans précédent.

En effet, cette loi permet d'empêcher préventivement des individus malintentionnés de détruire dès qu'ils ou elles sont suspectés de vouloir s'en prendre à nos bien communs.

Les malfrats ont pu être interpellés suite à des fouilles systématiques autour de leur QG. Des plans de licenciements de fonctionnaires et de fermetures



d'hôpitaux et d'entreprises ont ainsi été découverts chez certain-es femmes et hommes de main.

La loi instaurant le principe du casseur-payeur et la casseuse-payeuse, il y a fort à parier que ces délinquant-es vont devoir rembourser de leur poche toute la casse déjà occasionnée. Dans leur malheur, un de ces bandits aurait reconnu en off : « *nous avons eu chaud d'être arrêtés avant la privatisation des aéroports de Paris, 9 milliards d'Euros, une fois qu'on a tout claqué en Rolex, ça ne se trouve pas sous le sabot d'un pur-sang arabe* ».

Bien sur comme le prévoit la nouvelle loi, toute la clique va être fichée afin qu'à la fin de leur peine à perpétuité, on soit certain-es que plus jamais ils et elles ne puissent détruire en toute impunité.

DES ARRESTATIONS SIMULTANÉES EN TOURAINE

C'est une opération simultanée sur tout le territoire qui a eu lieu puisque dans le même temps, c'est l'ensemble de la direction du CHU de Tours qui a été mise hors d'état de nuire alors qu'elle préparait méticuleusement la destruction des droits des agents, par une casse intégrale des conditions de travail, et une remise en cause des droits, notamment des congés annuels.

Tous les rêves, même les meilleurs, ont une fin. Ce n'est pas au programme que Macron, avec ses politiques antisociales, se prennent tout seuls les pieds dans sa propre répression.

Alors toutes et tous ensemble aidons-les à mettre fin à leur agissements, ce sont elles-eux qui nous font vivre des cauchemars.

CAR FOURMIS RÉVEUSES, UTOPISTES ET INSOMNIAQUES, UNISSONS-NOUS. SEUL-ES ON NE PEUT RIEN, ENSEMBLE ON PEUT TOUT.

ÉCHOS DES SERVICES

Accueil sécurité Trousseau, Chambres mortuaires, Dermato, psychiatrie, Neurochir, Brancardage

CGOS P. 7

CONTRE TOUS LES RACISMES P. 8

LA FONCTION PUBLIQUE EST NOTRE BIEN COMMUN ! P. 9

GILETS JAUNES P. 10

HALTE À LA REPRESSION DU MOUVEMENT SOCIAL P. 10

SUD SANTÉ SOCIAUX CHU DE TOURS

Bretonneau: 7 37 62

Trousseau: 7 84 17

Portable : 06 15 08 62 22

Mail: sudsantesociaux37@gmail.com

Site: www.sudsantesociaux37.org



QUAND LA LUTTE PAYE !!!

Suite aux événements tragiques survenus aux urgences en décembre dernier, l'équipe de sûreté accueil Trousseau avait entamé le 1^{er} février une procédure de grève pour dénoncer ses conditions de travail.

Eh bien, la lutte a payé ! Au cours de nombreuses réunions de négociation, l'équipe a tenu bon face au mépris et à la mauvaise foi de la direction. Et devant la détermination des agents, non seulement les missions de cette équipe ont été réajustées dans leur cadre légal, c'est-à-dire la sûreté et l'accueil, mais les agents ont également obtenu une revalorisation de leur prime d'insalubrité avec un effet rétro actif de 6 mois.

En conclusion, à la sûreté-accueil de Trousseau, on lâche rien et on gagne !!!



365 JOURS TROP TARD

BILAN DE LA RESTRUCTURATION DE LA NEUROCHIR À 1 AN, ET MISE AUX NORMES DE LA RÉA.

Dans le débat du CTE le 1^{er} Avril... Enfin une Vérité... La direction nous informe que dans le service de réa-neurochir les équipes vont être au décret en termes d'effectif avec la fermeture de deux lits, passant ainsi de 10 à 8 lits pour un taux de remplissage de 76 à 98 %.

La direction nous affirme qu'il n'y aura pas de suppression de postes.

Par contre, il y a un an, elle n'avait pas pu nous affirmer qu'il y aurait, suite à la mise en place de la restructuration, une explosion

des heures supplémentaires, des rappels à domicile, des arrêts non remplacés.

La direction se conforte d'être dans le décret aujourd'hui.

Mais que penser de cette direction qui se conforme à la loi comme elle l'entend et qui laisse le personnel en souffrance pendant 365 jours. On aurait pu en rire si cela avait été un poisson d'Avril...

POLITIQUE MORBIDE À LA CHAMBRE MORTUAIRE

La direction a modifié drastiquement l'accès aux chambres mortuaires du CHU pour les familles qui viennent voir leurs défunt-es.

Les horaires des chambres funéraires des hôpitaux Bretonneau et Trousseau n'ont pas changé. Elles resteront ouvertes de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 du Lundi au Vendredi.

EN REVANCHE, EN CE QUI CONCERNE LES WEEK-ENDS, DU VENDREDI 16H30 AU LUNDI 8H, FAUTE DE PERSONNELS EN NOMBRE SUFFISANT, IL NE SERA PLUS POSSIBLE POUR LES FAMILLES DE VOIR LEURS DÉFUNT-ES.

En réponse à cette aberration, la direction répond que les corps pourront être légalement conservés 10 heures dans leur chambre au sein du service. Cela nous paraît inconcevable pour le respect des défunt-es et de leur famille. De plus, cela augmentera les difficultés de gestion des lits et le désengorgement des urgences.

Cela implique également l'impossibilité de pratiquer les soins de thanatopraxie sur les périodes de fermeture. Quant aux familles, cela augmente le risque de surfacturation (journalière, au 5^{ème} jour) car l'allongement de ces périodes pourrait ralentir leurs démarches.



La direction, par ses restructurations de services, ses fermetures de lits, réalise des économies drastiques sur le personnel qui est de plus en plus en souffrance.

De là à réduire le temps de visite des familles endeuillées et accablées par la peine pour capitaliser quelques postes...

Pour la direction, la tendance actuellement est de faire des économies, sur les postes et l'accueil des familles. C'est inacceptable !!! Le syndicat SUD dénonce cette politique macabre et

mortifère du service public.

SUD a demandé un renfort de l'équipe des agents des chambres funéraires afin que les familles puissent se recueillir dignement le week-end et plus tard le soir.

LEVÉ DE RIDEAU EN DERMATO !

C'est sans grande surprise que la direction nous montre son vrai visage.

Alors que nous sommes en grève depuis le 8 Mars pour nos conditions de travail et nos congés, la direction a toujours nié le fait qu'il pouvait y avoir des problèmes dans les services et qu'il y aurait des mensualités suffisantes pour palier le manque de personnel.

Or, la sentence vient de tomber en dermatologie. L'hospitalisation de semaine qui devait fermer le 1^{er} Septembre (équipe prévenue dans ce sens), **serait avancée au 30 juin**.

UNE DÉCISION QUI VIENT D'ÊTRE MODIFIÉE DU JOUR AU LENDEMAIN !

Cela impliquerait que les collègues qui y travaillent « serviront de mensualités d'été » dans les services qui sont en souffrance suite à la restructuration, du type l'orthopédie. Mais elles pourront aussi aller en rhumatologie ou en chirurgie plastique.

Une confirmation a été faite par la direction lors des instances, en rétorquant qu'il était plus facile de fermer un service avant les congés d'été.

Où est la communication entre les dirigeants de cet hôpital et nous, les agents ?

SUD constate une fois de plus que la communication n'est pas dans les gènes de la direction.



UN CONTE ÉVACUATEUR POUR LA DIGNITÉ DES SOINS EN PSYCHIATRIE

Il était une fois dans le monde de la psychiatrie. Une petite chambre où la quiétude et la sérénité règne. Cette chambre appelé « chambre d'isolement » ou « chambre de sécurité » a connu de nombreux changements depuis 20 ans.

Plus récemment, un groupe de travail du pôle, ainsi qu'un rapport sur le droit des patient-es établi par le juge des libertés et de la détention ont permis quelques améliorations autour de la dignité en ce lieu.



Tout d'abord, un lit en hauteur avec un matelas renforcé et plus confortable.

Ensuite, une douche à l'italienne et enfin de vraies toilettes métallisées avec arrivée d'eau pour boire et se laver les mains et surtout une chasse d'eau puissante et fonctionnelle. Tout cela en lieu et place du seau hygiénique posé à même le sol.

Sauf que lors de l'installation, une chasse d'eau récalcitrante, telle une irréductible gauloise, a décidé de résister, à base de ralentissement de l'évacuation suite à un défaut d'installation.

Cette chambre fut, tout de même utilisée pendant de nombreux mois au détriment de la dignité humaine, avec odeurs persistantes et évacuations manuelles pour la destruction des matières.

Une fuite au sous sol et quelques incidents dont une douche inopinée sur un ouvrier ont eu raison de la fermeture décidée par les cadres.

Des travaux devaient être faits sur cette toilette résistante mais sa fermeture ne fut que partielle car les besoins du service ainsi que des unités voisines se sont faits « sentir ».

Alors un pot de chambre a été mis en place pour remplacer la toilette défectueuse, ce qui nous a fait remonter dans le temps et ne tenant pas compte des différents rapports établis... Nom de Zeus !

Tel un voyage dans le temps après être retourné dans le passé, nous sommes retournés dans le futur sans provoquer une faille spatio-temporelle.

Car comme par magie, la toilette fut réparée et montra tout sa puissance la semaine 12 de l'an 2019.

Pour SUD, il est inacceptable que la dignité et des conditions d'accueil dignes lors de ces temps de soins particuliers que sont les mises en chambres d'isolement soient niées aux patient-es. Tout doit être mis en place par la direction pour que les conditions de soins et d'accueil soient exemplaires, sans dérogation possible.

On en profite pour rappeler que, pour SUD, les mises en chambres d'isolements ne pourront jamais remplacer une prise en charge de qualité avec des personnels en nombre suffisant et formés.

CAR LA DIGNITÉ EN PSYCHIATRIE, COMME DANS LES AUTRES SERVICES, EST OBLIGATOIRE ET NON-NÉGOCIABLE.

ODE AUX CONGÉS

Nous avons pu constater
Relevant notre courrier
Quelques vers bien rédigés
Pour adoucir nos journées

Un moment de légèreté
Dans notre planning chargé
Une pause méritée
Juste le temps de s'évader

Nous aurions certes préféré,
Quelques collègues ajoutées
Pour baisser l'activité
Des levers jusqu'aux couchers

Exerçant par vocation
Nos métiers pleins de passion
Avec autant de pressions
Font beaucoup moins d'attraction

Après déstructurations
Puis les restructurations
Nous effectuons nos missions
Pas sans risque de dépression

Pour ne pas trainer des pieds
Avec ce rythme acharné
Mérite bien quelques congés
Tout au moins pour cet été

STATIONNEMENT VERSION TÉTRIS®

Il faut en convenir, trouver une place de stationnement quand on travaille au CHU de Tours, ou en tant qu'usager-e, n'est pas chose aisée. Si bien que la direction a décidé de nous proposer plusieurs solutions pour résoudre cette difficulté. À notre avantage ?

Que nenni !!!

En premier lieu pour Bretonneau, le parking promis à la place des anciens bâtiments syndicaux et des consultations d'anesthésie ne verra pas le jour avant un an. La raison : il faut faire des économies pour financer le NHT (Nouvel Hôpital Trousseau).

De plus, des drôles de barrières avec des drôles de caméras fleurissent sur Bretonneau. Oui, prochainement, le stationnement ne sera plus libre. Après présentation de leur convocation, les usager-es verront leurs plaques d'immatriculation scannées pour pouvoir accéder à un parking dédié à leur consultation. Et si à l'occasion, il n'y avait pas de place sur ce parking, alors un « z'orange » ou « zorro-ange » viendra accueillir les consultant-es et les conduira vers le lieu de consultation.

Pour Trousseau, nous aurions pu croire, que le NHT aurait été l'occasion de trouver une solution au problème de stationnement saturé à partir de 9 heures du matin. Non, là encore la direction nous propose une solution bien plus

« avantageuse » pour elle.

C'EST QUOI, UN PARKING EN SILO ?



EN EFFET, NOUS ALLONS ENTERRER LA GRATUITÉ DE NOTRE PARKING ET UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE VA S'ENRICHIR À NOS DÉPENDS ET AUX DÉPENDS DES USAGER-ES AVEC 800 PLACES PAYANTES SUR 850.

Bien sûr, la direction met en avant l'utilisation des transports en commun et des parkings relais. Pour les agents, un hypothétique lieu de stationnement serait aménagé à la place de

l'héliport ou bien un agrandissement des parkings Nord. Mais tout paraît assez trouble et pas si net. Pour les usager-es, le parking deviendra donc payant et montrera là encore l'abandon du service public par la direction au profit d'entreprises privées déjà très, trop riches !!!

Bien sûr SUD restera vigilant et continuera à défendre le droit de stationner gratuitement pour travailler et /ou se faire soigner !!!

LE BRANCARDAGE

Prenez soin de nos brancardier-es. Mais qui sont-ils, qui sont-elles ? Ce sont des soignant-es athlétiques.



Ils-elles parcourent les longs couloirs de Bretonneau (Kaplan, Olympe de gouge, Unité de médecine communautaire).

Ils-elles accompagnent les malades aux blocs, à leurs examens, et ils-elles font les transferts entre services.

Ce maillon est essentiel à une bonne prise en charge des patient.es,

leur travail n'est pas considéré et reconnu à sa juste valeur.

Ils-elles savent manipuler des brancards, des lits, et des fauteuils. On peut aussi les appeler les « Macgyver », ils-elles savent tout réparer, des fauteuils roulants dégradés, aux pieds à perfusions défectueux, et/ou inexistantes avec de simples cohébans, gants ou sparadraps.

Ils-elles sont également d'excellent-es conducteur-rices, ils-elles passent parfois aux millimètres près entre les chariots et slaloment entre les collègues.

ILS-ELLES SONT POLYVALENT-ES, RÉGULENT ET GÈRENT LES PROBLÉMATIQUES DES SERVICES DEPUIS LEUR ORDINATEUR ET LEURS TÉLÉPHONES PORTABLES PROFESSIONNELS.

La prise en charge des patient.es est plus ou moins facile selon les disponibilités des collègues dans les services, ce qui rend celle-ci difficile et périlleuse dû au manque de personnel !

Un délai d'attente est parfois nécessaire pour une bonne prise en charge, mais d'autres missions s'accumulent.

Les brancardier-es rencontrent quelques difficultés à la disponibilité des ascenseurs.



LE BRANCARDAGE DU WEEK-END

Ces missions restent courtes, mais sont l'occasion d'échanges avec les patient.es pour répondre aux inquiétudes de certains examens.

Leur impressionnante prime de chaussures, n'empêche en rien l'usure à grand V de celles-ci.

Le weekend end les équipes sont réduites à 6 agents sur la journée. Ils-elles doivent tout faire, réguler et effectuer tous les transports de Bretonneau. Suivant les demandes, l'activité est variable et à certains moments, la non disponibilité des agents pose ou peut poser problème à certains services. **Les** délais d'attente et de prises en charge **sont** plus ou moins **longs**.

Malheureusement ils-elles ne possèdent pas de supers pouvoirs afin de se dédoubler et/ou de se téléporter, les solutions à apporter ne sont pas de leurs ressorts...

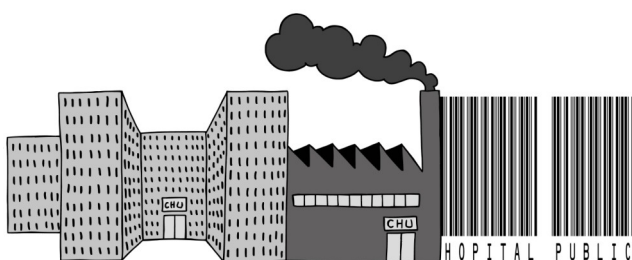
Face aux politiques de la direction sur les suppressions de postes, unissons-nous, et pour la direction: EMBAUCHEZ !



LE PTAH

LE PERSONNEL MÉDICAL MIS SOUS PRESSION !

La dégradation des conditions de travail n'est plus un secret pour personne au sein de nos établissements. Les médecins et chef-fes de services, plutôt discret-es à ce sujet pour la plupart, commencent doucement à se mouiller pour la défense du service public.



Cependant, à peine un pied engagé dans la croisade, leur volonté de bataille se trouve immédiatement balayée d'un revers de main par la direction. Ça nous rappelle bien quelque chose, à nous salarié-es, syndiqué-es ou non, qui luttons depuis des années malgré les pressions subies.

POUR LE SYNDICAT SUD, QU'ON SOIT PERSONNEL MÉDICAL, PARAMÉDICAL, TECHNIQUE OU ADMINISTRATIF, NOUS AVONS TOUTES ET TOUS DE BONNES RAISONS DE NOUS BATTRE POUR MAINTENIR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ POUR LES SALARIÉ-ES ET LES USAGER-ES ! ENSEMBLE ON EST PLUS FORT-E ET ON NE LÂCHERA PAS !

L'écho

des fourmis

LA MAGIE DU CHU

Comme chacun·e d'entre nous, vous avez reçu dans votre boîte mail professionnelle un exemplaire du journal du CHU : **Alchimie**.

Petit rappel linguistique, avec la définition du Larousse. « **Alchimie** : *Art de purifier l'impur en imitant et en accélérant les opérations de la nature afin de parfaire la matière.* » et de **façon littéraire** : « *Transformation de la réalité banale en une fiction poétique, miraculeuse : L'alchimie du verbe, de la douleur.* »

La preuve en est, le dernier numéro vante le projet d'établissement du CHU avec les prévisions sur le NHT.

ET EN EFFET, ON Y RETROUVE UNE CERTAINE TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ.

La direction déclare qu'elle donne « la possibilité à tout professionnel de participer, à son niveau, et fort de son expérience, à la détermination ou à la déclinaison de la stratégie du CHU ». **Vive la fiction poétique** puisque les nombreux agents ayant participé aux différents groupes de travail dans le cadre des restructurations n'ont certainement pas eu le sentiment que leurs discours ou demandes aient été prises en compte. Ni même seulement entendues par la direction.

Par ailleurs, cette même direction souhaite que les agents conservent « l'appétence pour leur travail » et veut lutter contre l'épuisement professionnel. **Alors que sur le terrain tout est fait pour dégoûter les agents de ce travail** avec l'impossibilité de prendre des congés à leur convenance, l'augmentation de la charge de travail, la diminution des effectifs, les rappels à domicile et on en passe.



Il nous faut aussi dénoncer la qualité d'accueil des nouveaux·elles arrivant·es (enfin quand accueil il y a). Là aussi la direction ne donne pas la possibilité aux collègues qui arrivent dans un service d'être doublé·es sur leurs postes, les mettant sciemment en difficulté (et souvent les prises en charge avec).

EN CONCLUSION, QUE LA DIRECTION COMMENCE PAR TRAITER HUMAINEMENT LE PERSONNEL EN PLACE AVANT DE FAIRE DE LA PSEUDO PUBLICITÉ POUR SON MANAGEMENT.

Pour SUD, l'amélioration de nos conditions de travail est une priorité et passe par l'embauche d'agent à temps plein ou partiel selon leur souhait, l'augmentation des effectifs, la titularisation des agents contractuels, l'obligation de doubler les nouveaux agents et respecter les temps de formation.

DES AGENTS BIEN TRAITÉS = DES PATIENT·ES BIEN SOIGNÉ·ES.

ÉCO PAS-RESPONSABLE

A l'heure où le climat devient une préoccupation pour toutes et tous, la direction nous promet un **nouvel hôpital plus respectueux de l'environnement**.

Bien évidemment, nous ne pouvons nier la nécessité de prendre à bras le corps la question du respect de l'environnement et des économies qui vont de pair.



QUOI ? SUD EN ACCORD AVEC LA DIRECTION !!! MAIS NOUS AVONS PERDUS LA TÊTE !!!

Non, rassurez-vous, cet article n'a pas pour dessein de faire l'apologie des actions de la direction pour l'écologie, bien au contraire. Nous nous devons de dénoncer un gaspillage de ressources précieuses au sein du CHU. La direction veut nous imposer des économies et bien qu'elle commence par montrer l'exemple. Qui n'a pas trouvé absurde de recevoir son bulletin de salaire dans deux enveloppes séparées, quand il n'est pas accompagné d'un document en doublon (merci pour nos forêts). Mais plus grave encore, chaque soir, une quantité d'eau astronomique s'écoule directement dans nos caniveaux. Oui, à cette époque de l'année, l'arrosage automatique fonctionne chaque soir sans exception (jour de pluie compris), à de très nombreux endroits, on arrose le bitume et non la pelouse, formant un ruisseau vers les caniveaux de la ville.

COMPLEMENTAIRE RETRAITE DU CGOS : UN RÉGIME QUI PREND L'EAU !!!

La Caisse de Retraite des Hospitalier.es (CRH) est une retraite par capitalisation, souscrite individuellement et volontairement par les agents titulaires ou contractuel-les de la Fonction Publique Hospitalière dans les établissements adhérents au Comité de Gestion des Œuvres Sociales (CGOS).

Elle est commercialisée par le CGOS mais gérée par Allianz, un des leaderships mondiaux de l'assurance.

Un premier plan de sauvetage a été mis en place en avril 2008.

Dans ce plan prévu sur 20 ANS :

- ◆ 60% des efforts sont supportés par les affilié-es et les allocataires,
- ◆ Les 40% restants étant assumés par l'Etat à hauteur de 14 millions d'euros par an pris sur les cotisations sociales, concrètement la Caisse Primaire d'Assurance Maladie contre son gré et par Allianz à hauteur de 24 millions

Huit ans plus tard, ce plan de sauvetage n'est pas suffisant, il y a nécessité à **mettre** en place un deuxième plan prolongeant de 3 ans le premier. Dans les mêmes conditions pour Allianz et pour l'Etat.

Pour SUD, ce plan est inacceptable ! L'effort demandé aux allocataires étant considérable.

Lors de l'AG extraordinaire du 1er septembre 2016, seuls la

Fédération Hospitalière de France (les directeurs d'établissements) et le syndicat FO ont voté favorablement pour ce nouveau plan.

SUD s'est opposé à ce plan de sauvetage considérant que l'ensemble des contribuables n'a pas à renflouer un tel régime privé mais qu'Allianz doit assumer la mauvaise gestion de la CRH. Pour que ce régime soit viable, il nécessiterait au moins 4500 nouveaux-lles affilié-es par an.

SUD dénonce et s'oppose aux méthodes commerciales pour vendre ce produit.

Pour SUD, seul un régime de retraite par répartition peut assurer, par le biais de la solidarité intergénérationnelle, des salaires et des pensions dignes de ce nom.

Ceci implique des salaires suffisants permettant d'aboutir à une retraite décente. Le régime de retraite par répartition n'étant pas soumis aux lois de

la finance.

SUD dénonce et s'oppose aux retraites par capitalisation !

Attention : lorsque vous souscrivez à un contrat avec la CRH, vous confiez votre argent à Allianz. A la différence d'autres modes d'épargne, vous n'avez pas la liberté de « reprendre vos billes ».



PERMANENCES CGOS AU CHU

Suite au départ en retraite de deux contacts CGOS à Bretonneau, nous avons appris que du 8 avril au 2 juin 2019, il n'y aura pas de permanence sur Bretonneau.



Pour tout renseignement, il faut soit passer par internet soit par la plateforme téléphonique du CGOS au 01.45.70.82.20.

A partir du 3 juin les permanences physiques et téléphoniques à Bretonneau auront lieu :

- ◆ le mardi matin de 8h30 à 12h
- ◆ le jeudi après-midi de 13h à 16h30

A partir du 1er juin 2019 il n'y aura plus de permanences CGOS sur Trousseau.

Pour SUD il est inacceptable qu'un établissement comme le CHU mette à disposition des agents que deux demi-journées de permanences et qu'il n'y est plus de permanences sur Trousseau, Clocheville...

DOSSIER CGOS, C'EST LE MOMENT

Depuis décembre 2018, il faut faire notre dossier en ligne. N'oubliez pas de le faire c'est très important !!

Pour les personnes qui ont des enfants vous avez jusqu'au 30 avril 2019 pour le faire si vous voulez toucher la prime rentrée scolaire CGOS.



Si vous rencontrez des difficultés pour faire votre dossier en ligne, n'hésitez pas à aller voir les contacts CGOS de votre établissement.

AU CHU COMME DANS LE RESTE DE LA SOCIÉTÉ, ENCORE ET TOUJOURS EN LUTTE CONTRE TOUS LES RACISMES !

En février 2019, à la cuisine centrale de Trousseau, des propos racistes ont été tagués sur les murs des vestiaires. C'est intolérable et nous avons apporté tout notre soutien à nos collègues visés par ces actes. Nous avons également rappelé à la Direction ses obligations en la matière.



Pour SUD santé sociaux, le racisme est mortifère et il doit être combattu sans compromission ni distinction des groupes, personnes ou communautés qui en sont les premières victimes, que ce soit dans nos services ou à l'extérieur.

Le racisme est un rapport de domination qui creuse les inégalités et discrimine au quotidien celles et ceux qui le subissent. Trouver un emploi, un logement, ou une formation, marcher dans les rues sans crainte ni sans se faire contrôler par les forces de l'ordre, évoluer dans sa carrière, avoir un salaire décent... la liste est longue.

Le racisme tue tous les jours, en France et ailleurs : crimes racistes, violences policières, exploitation au travail, sur les routes de l'immigration.

Le racisme divise les salarié-es et plus largement les classes populaires, rendant ainsi difficile la nécessaire opposition unitaire face aux politiques d'austérités, que ce soit dans nos services, établissements où dans la société. Société, qui de tout temps, s'est servi et continue de se servir du racisme pour mieux diviser les populations et ainsi les exploiter.

Alors, pour toutes ces raisons, nous continuerons sans relâche à dénoncer tous les racismes, quels qu'ils soient.



LE RACISME DIVISE ET TUE, QUELS QUE SOIENT LES GROUPES ET LES PERSONNES QU'IL VISE, DISCRIMINE ! NOUS DEVONS LE COMBATTRE !

SAMEDI 27 AVRIL 2019 Bal folk **POUR la DÉFENSE de L'HÔPITAL de TOURS**



de 16h à 18h: ateliers danse (pour grand-es et petit-es...)

18h: projection du film « Clocheville, à vendre ? »

19h: repas (petite restauration en vente sur place)

à partir de 20h bal folk 🎵 avec

« HENOAZH » groupe de Monts

« AHUAJIG » groupe d'Esves

« LES DÉTOURNEURS » groupe de Tours

« DOMINIQUE HAMON » nickelharpiste du Lude

« DES CROCHES ET DES ÉTOILES » Saint Pierre des Corps

Entrée et participation libre

A « La Camusière » (maison des syndicats),

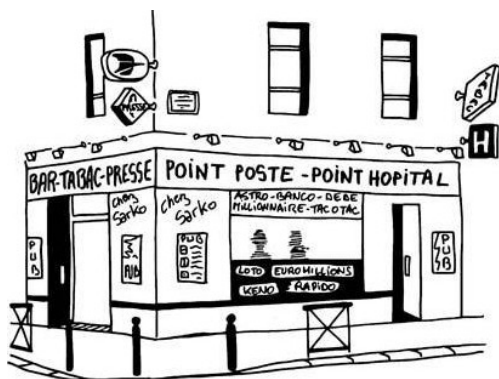
18 rue de l'oiselet, 37550 Saint Avertin

Contact: collectifsante37@gmail.com <https://collectifsante37.blogspot.fr/> <https://www.facebook.com/collectifsante37/>

LA FONCTION PUBLIQUE EST NOTRE BIEN COMMUN, DEFENDONS LA, TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !

Pour brutaliser la Fonction Publique, Macron et son gouvernement n'ont pas pris la peine d'attendre la fin du Grand Débla-bla. La grande majorité de la population et le mouvement des gilets jaunes réclament plus de services publics, de qualités et de proximités.

Le gouvernement, sourd, aveugle et obstiné, en tire la seule conclusion possible pour lui : « *il faut supprimer des postes, précariser les agents publics et les empêcher de défendre leurs conditions de travail et leurs salaires !* » Rien que ça !



EST-CE VRAIMENT CELA QUE NOUS VOULONS ?

CASSER NOTRE STATUT POUR NOUS FRAGILISER !

La sécurité de l'emploi, déjà toute relative, est dans le viseur : le recours au CDD/CDI deviendra la normalité, avec une perte du droit à la mise en stage... pour pouvoir nous virer à tout moment. Comment défendre nos conditions de travail si nous sommes massivement précarisé-es ?

UNE FORTE INCITATION... AUX DÉPARTS VOLONTAIRES !

Le seul "nouveau droit"... c'est celui de prendre volontairement (ou presque) la porte ! Quel symbole ! Le gouvernement veut adapter au secteur public le mécanisme de rupture conventionnelle. Nul doute que les directions qui restructurent nos services sauront être compréhensives... ou persuasives.

TROP DE DÉMOCRATIE ?

Pourquoi perdre du temps à discuter nous-mêmes de nos conditions de travail, alors que les directions savent très bien ce qui est bon pour nous ?

Comme dans le Privé, le gouvernement veut supprimer les CHSCT (Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail). Ils sont souvent les derniers remparts contre l'arbitraire managérial. Les CTE (Comités Techniques d'Etablissement) verraient également leurs compétences affaiblies.

SALAIRE ET CARRIÈRE : OPACITÉ ET ARBITRAIRE AU PROGRAMME !

Les hospitalier-es veulent des augmentations régulières de salaire ? Le gouvernement propose de convertir la partie de notre salaire versée en prime (la prime de service) en une partie variable, versée à la tête du ou de la client-e !



CASSE DE LA FONCTION PUBLIQUE



Et pour être sûr de ne plus rien maîtriser, l'avancement de grade, notamment, sera supprimé des compétences des CAP (Commissions Administratives Paritaires) où siègent les représentant-es du personnel.

La notation, qui obéit encore bien souvent à des règles collectives, serait supprimée au profit d'un entretien individuel... alors que l'écrasante majorité des agent-es publics travaillent en équipe ! Tiens, ça nous dit quelque chose au CHU !

Avec de tels reculs, les restructurations brutales qui seront menées dans le cadre de la Loi Santé Buzyn seront grandement facilitées pour nos directions....

STOP, LA FONCTION PUBLIQUE EST NOTRE BIEN COMMUN, SALARIÉ-ES, USAGER-ES. ELLE SEULE PEUT GARANTIR DES SERVICES DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS, QUELLE QUE SOIT LA SITUATION INDIVIDUELLE ET SOCIALE.

Alors avec les enseignant-es qui luttent contre la loi Blanquer, avec les Finances Publiques qui luttent contre l'Etat plate-forme, avec les territoriaux et les postier-es qui défendent leurs conditions de travail, avec les gilets jaunes qui défendent les services publics, nous, hospitalier-es, unifions nos nombreuses luttes éparses et faisons les converger.

ENSEMBLE, ON EST PLUS FORT-E ET ON PEUT FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT.



Le 1er mai, le 9 mai, les samedis, lors de la semaine jaune à venir et lors de toutes les prochaines dates de mobilisations, soyons massivement dans la rue partout en France !

MOBILISATION DES GILETS JAUNES, « NOUS SOMMES A SAINT NAZAIRE POUR CONSTRUIRE UN MONDE MEILLEUR. »

Ils et elles étaient près de 700 à la maison du peuple de Saint Nazaire du 5 au 7 avril pour débattre et élaborer de manière coordonnée des suites de la mobilisation des gilets jaunes. Le nombre de délégation a triplé depuis la 1ère AG des AG qui avait eu lieu à Commercy. Une délégation de l'AG des gilets jaunes 37 y a participé, dûment mandatée par la discussion collective locale.

Fort de cette élaboration collective en réunions plénières et lors de multiples ateliers, un appel a été adopté.

Le voici ci-contre.

L'augmentation des salaires, des retraites et des minimas sociaux, l'amélioration des services publics pour toutes et tous, sont des revendications qui sont les nôtres et que nous ne pouvons que soutenir.

Se battre contre toutes les formes d'inégalités et d'injustice, pour la solidarité et la dignité est une évidence pour nous et nous prenons toute notre place dans cette lutte que nous soutenons !



HALTE A LA REPRESION DU MOUVEMENT SOCIAL !

Cette mobilisation des gilets jaunes résiste et se poursuit, toujours soutenue par la majorité de la population, malgré l'escalade du pouvoir et des autorités locales dans la répression et la limitation des libertés, nationalement et à Tours.

Interdiction de manifester, gazage et charges policières y compris parmi la population alentour, menaces, intimidations, matraquages, nombreuses arrestations arbitraires, blessé-es. Depuis le début de la mobilisation on compte près de 10 000 interpellations ayant débouché sur près de 2 000 condamnations dont 800 à de la prison ferme, 22 éborgné-es, 5 mains arrachées et une personne décédée.

Nous alertons sur toutes ces dérives, sans précédent depuis les années 60, qui actent le recul des libertés publiques, des libertés d'opinion et de manifestation et serons aux côtés de tous celles et ceux qui les subissent.

Nous condamnons ces dérives autoritaires qui vont à l'encontre d'une véritable démocratie. Le gouvernement a peur de cette mobilisation sociale, majoritairement soutenue et rejointe par plusieurs secteurs dont la fonction publique. Il en prend prétexte pour mettre en place les bases d'un état autoritaire en s'appuyant sur l'intensification des outils répressifs policiers et judiciaires.

Il est urgent d'avoir des réactions unitaires les plus larges possibles et nous en serons. Pour nous, ces répressions doivent avoir pour effet de cimenter la solidarité entre ceux et celles qui luttent.



« Nous Gilets jaunes, constitués en assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire, les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble. À la suite de la première assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leur combat contre l'extrémisme libéral, pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés, la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron. Pour seule réponse au mouvement incarné par les Gilets jaunes et autres mouvements de lutte, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire. Depuis cinq mois partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations et au sein de nos assemblées, nous continuons à débattre et à nous battre, contre toutes les formes d'inégalité et d'injustice et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, ainsi que des services publics pour tous et toutes. Nos solidarités en lutte vont tout particulièrement aux neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons, fin du monde, fin du mois, même logique, même combat.

Face à la mascarade des grands débats, face à un gouvernement non représentatif au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'assemblée des assemblées peut recevoir des propositions des assemblées locales, et émettre des orientations comme l'a fait la première assemblée des assemblées de Commercy. Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux. L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance vis-à-vis des partis politiques, des organisations syndicales et ne reconnaît aucun leader autoproclamé.

Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons tous débattu et élaboré des propositions pour nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination. Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en juin.

Afin de renforcer le rapport de forces, de mettre les citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plateforme numérique.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées citoyennes souveraines et de nouvelles. Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions des travaux de notre assemblée. Les résultats des travaux réalisés en plénière vont alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels, sur les européennes, les assemblées citoyennes populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement. Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore. Nous appelons à une semaine jaune d'action à partir du 1^{er} mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires, un nouveau mouvement social, écologique, populaire. La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscients que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement le fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible. Nous construisons toutes et tous ensemble à tous les niveaux du territoire.

Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous. »

Solidaires Unitaires Démocratiques

Les contacts et militant-es syndicaux-ales sont à votre disposition en cas de besoin ou pour tout renseignement.

Permanences du lundi au vendredi de 9h à 17h à Bretonneau: Tel/fax: 7 3762 / 02 47 47 37 62

Permanences les mercredi et jeudi de 9h à 17h à Trousseau: Tel: 7 8417 / fax 7 8418

Permanences le jeudi de 9h à 17h à Clocheville: Tel 7 9592 / 02 34 38 95 92

DECT du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail): 7 07 84

Et de 8h00 à 20h00: 06 15 08 62 22 - Mail: sudsantesociaux37@gmail.com - Site: www.sudsantesociaux37.org

BAUDRY François Centrale Ambulances	73333	GUILBERT Marie-Christine Neuro-chir Bretonneau	78827
BELLAH Jamal UCPA	75579	HAMEAU Sébastien Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921
BENHARRAT Afif UCPA	75579	JOULIN Eveline Pédopsychiatrie	78847
BOUTANT Bruno Jardin Trousseau	78417	MERLET Sandra Neuro-chir Bretonneau	78827
BULIAN Mario Service électrique Trousseau	72077	METAIRY Frédéric SICS Radio	73762
BRUNET Charlène UDTA	73762	MONGAULT Charlie Psy B rdc	71638
CHOUPEAUX Véronique Pharmacie Trousseau	78727	NIQUET Pascal Logistique hôtelière	77836
COGNARD Marie Laure ORL Bretonneau	74289	PAPIN Philippe Pôle anesthésie réa Trousseau	78417
COGNEE Cécile Neuro Bretonneau	70664	PINEAU Samantha Brancardage Bretonneau	73540
COQUEREAU Isabelle Dermato A	78128	POUJOL Anthony Logistique hôtelière	73762
COUPET Isabelle Neuro Bretonneau	70664	POVOA Victor Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921
DAMAS Alexis CPTS psy B	75974	PRINTANIER Emilie Dermato C	78129
DEBON Christophe Chambre funéraire Trousseau	74678	SEGUIN Damien SICS nuit Bretonneau	73762
DELAHAIE Gilles Archives	73189	SILNIQUE Stéphanie CPTS Psy A	70637
DENIZOT Corinne Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921	TURPIN Joël CPU Ado	73828
DUVERGER Françoise Neuro Bretonneau nuit	70664		
FERNANDES Olivier UCPA Trousseau	72727		
FIE Josette Admissions Trousseau	78369		
GADRAT Nicolas Manutention Trousseau	75730		
GALMARD Julie Pneumologie	73762		
GARNIER Anita Urgences Trousseau (nuit)	79000		
GAUCHET Stéphanie Olympe de Gouge	73762		
GERMAIN Michèle Consultations Trousseau	74608		
GIRARD Marie-José ORL Bretonneau (nuit)	74289		
GOUMARD Cédric Sécurité Trousseau	72108		



Ce journal est gratuit. Il est financé et imprimé par le syndicat SUD et tiré à 2500 ex.
Les articles non signés sont votés et assumés collectivement par le conseil syndical SUD.

L'écho

des fourmis

AU THEATRE CE SOIR

« La Plage » sans Léonard'eau

d'après la série « Sous le soleil » Edition *Sansleshospitaliers*

Mme Naïve de l'étonnée : Aie, aie, aie !!! Ça ne va pas, ça ne va pas. Aie, aie, aie !!!

Mme De syndiquée : Que t'arrive-t-il? Tu as un problème, je peux te donner un coup de main ? Tu ne te sens pas bien? Dis moi !

Mme Naïve de l'étonnée : Je ne sais pas, je crois que j'ai besoin de vacances. Je suis au bout du rouleau.

Mme De syndiquée : Tu m'as l'air éreintée en effet. Tu as posé des jours, ton planning est validé pour l'année ?

Mme Naïve de l'étonnée : Oh la la, ne m'en parles pas. J'aimerais prendre quelques jours de repos mais le téléphone n'arrête pas de sonner pour me demander de revenir travailler. Si bien que l'autre jour, je me suis assise par terre dans le Hall pour souffler un peu.

Mme De syndiquée : Attends, tu acceptes de revenir sur tes repos. Tu sais que tu peux refuser. Ils n'ont pas le droit de t'appeler chez toi sans ton accord.

Mme Naïve de l'étonnée : Ah bon, on peut refuser. Parce qu'ils m'ont déjà demandé si j'étais dispo tout le mois d'août. Il paraît que tous les agents, sans exception réclament leurs vacances pour août cette année.

Mme De syndiquée : Arrête ! Ça c'est encore un message de la direction pour nous faire croire que c'est la faute des agents si les plannings d'été ne passent pas. Alors que la raison c'est leur refus de mettre des mensualités de remplacement.

Mme Naïve de l'étonnée : Des mensualités de quoi !?!

Mme De syndiquée : Des mensualités de remplacement, du personnel recruté spécialement pour permettre aux agents de prendre des vacances comme nous avons jusqu'ici. Mais la direction décide de les supprimer d'année en année.

Mme Naïve de l'étonnée : Des vacances !!! M'en parle même pas. J'ai le droit qu'à 15 jours cette année et en octobre !!! J'irai bronzer à la plage de Lacanau avec ma doudoune.

Mme De syndiquée : Je ne peux pas entendre ça. Lors de la réunion avec la directrice, ils se sont engagés à ce que chaque agent puisse prendre 21 jours de vacances cet été !!!

Mme Naïve de l'étonnée : Bon je crois que je vais faire une pause. Je vais retourner m'asseoir dans le hall avec les collègues.

Mme De syndiquée : Oui je ne peux que t'encourager à faire cette pause parce que même la direction a conscience que la situation devient chaque année plus épineuse. À qui la faute !?! AIE !!!